Développement durable et territoires
Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 5, n°3 | Décembre 2014
Géohistoire des risques et des patrimoines naturels fluviaux

De l'approche géohistorique à l'élaboration de nouveaux outils de sensibilisation et de prévention du risque inondation

From a geohistoric perspective to the development of new tools to heighten awareness and prevent flood risk

Magalie Franchomme, Sylvie Servain-Courant et Bertrand Sajaloli

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/10560
DOI : 10.4000/developpementdurable.10560
ISSN : 1772-9971

Éditeur
Association DD&T

Référence électronique
Magalie Franchomme, Sylvie Servain-Courant et Bertrand Sajaloli, « De l'approche géohistorique à l'élaboration de nouveaux outils de sensibilisation et de prévention du risque inondation », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°3 | Décembre 2014, mis en ligne le 05 décembre 2014, consulté le 12 mai 2020. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/10560 ; DOI : https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10560

Ce document a été généré automatiquement le 12 mai 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

De l'approche géohistorique à l'élaboration de nouveaux outils de sensibilisation et de prévention du risque inondation

From a geohistoric perspective to the development of new tools to heighten awareness and prevent flood risk

Magalie Franchomme, Sylvie Servain-Courant et Bertrand Sajaloli

Les coordinateurs tiennent à remercier l'ensemble des évaluateurs sans qui ce dossier n'aurait pu être mené, sans oublier l'Établissement public Loire (EPL) et l'Union européenne (FEDER) pour leur soutien financier à la publication dans le cadre du Plan Loire.

1 Les risques et les milieux fluviaux, tant qu'objets de recherche, nous amènent à nous pencher sur les relations entre l'homme et son territoire au fil du temps. La dimension temporelle, longtemps négligée, a réémergé dans le traitement des questions environnementales à la fin des années 1980 (Beck et Delort (dir.), 1993), grâce notamment au concept de développement durable qui a permis l'apparition de nouvelles pratiques en matière de politiques d'aménagement du territoire. Celles-ci s'intéressent, de plus en plus à la conservation ou à la réhabilitation des paysages, à l'amélioration du cadre de vie et au développement économique des sociétés, elles s'appuient à cet égard sur les « espaces de nature ». C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'intérêt porté aujourd'hui sur les milieux fluviaux, dont la présence a historiquement été déterminante dans l'agencement du territoire et le déploiement des activités économiques. Le nouveau regard que leur porte l'aménageur, fait de ces infrastructures hydrographiques un nouvel enjeu de développement, qui incite à renouveler les approches et les outils d'analyse utilisés classiquement (Franchomme, 2008). Ainsi, dans ce dossier, les milieux fluviaux, au sens large, sont considérés à la fois comme des « objets d'histoire » et des « territoires de projet », dont il est important d'étudier les rapports existant entre ces milieux et les groupes sociaux et pour lesquels

un détour historique s'avère bien souvent utile à la compréhension de leurs constructions et de leurs fonctionnements actuels.

2 Créé en 2003, le Groupe d'Histoire des Zones Humides (GHZH) est un groupe de recherches centré sur la dimension temporelle des zones humides, afin de faire de l'eau, créatrice d'espaces et de paysages à forts enjeux politiques, sociaux et économiques, environnementaux et patrimoniaux, un objet d'histoire à part entière. De ce fait, le GHZH rassemble des chercheurs en sciences sociales et humaines (historiens, géographes, juristes, économistes ...) ainsi que des gestionnaires, des administrateurs et des ingénieurs. Les articles de ce dossier, que la revue *Développement Durable et Territoires* nous offre l'opportunité de publier, sont issus d'une sélection de communications présentées au colloque international « *Géohistoire des risques et des patrimoines naturels fluviaux* », organisé les 11, 12 et 13 avril 2013 par le GHZH, avec le soutien de la Zone Atelier Loire (réseau CNRS INEE) et le projet de recherche CEMORAL[1] et avec le soutien financier et technique du laboratoire CEDETE (EA 1210 – Université d'Orléans) et du laboratoire TVES (EA 4477 – Université Lille 1). Ce dossier a un double objectif : illustrer la fécondité des approches pluridisciplinaires et leur apport déterminant à la gestion contemporaine des espaces fluviaux, tout en portant une attention particulière aux emboîtements d'échelles de temps et d'espace qui caractérisent le fonctionnement géohistorique des milieux.

3 L'approche géohistorique, perçue comme l'étude des rapports dialectiques entre l'évolution des milieux naturels et l'évolution des sociétés humaines et permettant de confronter les échelles spatiales et temporelles, n'est pas récente. Elle prend racine dans les travaux de Fernand Braudel ou encore ceux de Marc Bloch, mais a souffert, jusqu'aux années 1980, d'un certain isolement. Or, il semblerait que la géohistoire connaisse aujourd'hui un succès scientifique important qu'atteste la fréquence, voire l'abus, de ce terme dans de nombreuses et récentes publications (Chouquer, 2008 ; Chouquer et Watteaux, 2013). C'est tout au moins la thèse défendue par Christian Grataloup (1996), Nicolas Jacob-Rousseau (2009) et Philippe Boulanger (2012). Ce champ de recherche, « *aux frontières floues* », est porté par des chercheurs de disciplines variées (géographie, archéologie, écologie du paysage, aménagement ...) partageant la conviction que la dimension spatiale des sociétés ne peut se concevoir sans sa dimension temporelle et réciproquement (Capdepuy et Djament-Tran, 2012). S'il s'agit bien évidemment de se réjouir de cet intérêt, s'il constitue un aiguillon pour la recherche pluridisciplinaire (PIREN[2], PNRZH[3]) et anime de nombreux réseaux internationaux (GHZH[4], RUCHE[5], ESEH[6] ...), les concepts utilisés appellent une mise au point épistémologique dans la mesure où la géohistoire mobilise de nombreux mots-valises (patrimoine, héritage, trajectoire paysagère, actualisme, analyse régressive ...) ou de regards disciplinaires (géographie historique, géohistoire, archéologie du paysage, archéogéographie, paléoenvironnement, histoire de l'environnement ...) aux contours incertains et finalement très variés.

4 C'est dans ce contexte que la revue *Géocarrefour* lance, en 2009, un appel à communication intitulé « *Géohistoire et données anciennes. L'utilisation des données anciennes en géographie* ». Face à l'abondance et la diversité des réponses, cette dernière décide de doubler son numéro, en publiant successivement deux volumes. Le premier[7], paru fin 2009, dresse un panorama (non-exhaustif) de plusieurs méthodes se revendiquant de la géohistoire, le second[8], début 2010, traite plus spécifiquement du recours aux archives dans la connaissance de la dynamique et de la structuration des

milieux et des territoires sur le temps long. D'autres dossiers ou publications scientifiques ont également souhaité investir le sujet. C'est le cas par exemple de la revue *Hérodote*[9], et plus récemment, de la *Revue de géographie historique*, créée en 2012, par Philippe Boulanger et Nicola Todorov et dont la vocation est de publier des articles valorisant la démarche historique.

5 Ces volumes attestent du regain d'intérêt pour les sources archivistiques, et notamment pour l'étude des milieux fluviatiles et des zones humides qui abondent dans ces écrits. Les recherches sur les risques naturels par exemple, et particulièrement sur le risque inondation, recourent fréquemment aux données anciennes : plans, cadastres, photographies, statistiques et coupures de presse pour évaluer la fréquence et l'intensité de l'aléa mais aussi comprendre la vulnérabilité des sociétés (Antoine *et al.*, 2009). Ce retour des études géohistoriques semble renforcer par les cadres réglementaires inspirés par la biologie de la conservation et incitant à la recherche d'états de référence paysagers (Jacob-Rousseau, 2009, p. 211). Dans le traitement de ces questions, les archives, qu'ils s'agissent de textes, d'iconographies, de sondages ou d'artéfacts archéologiques[10], apparaissent alors comme le matériau premier.

6 Si la lutte contre le risque d'inondation et la protection des zones inondables est en soi un sujet d'histoire, dans la mesure où l'évolution des techniques de contrôle de l'écoulement se confronte avec les objectifs, pratiques ou idéels, d'aménagements des milieux fluviaux, elle revêt aujourd'hui une acuité particulière, car les parties inondables des lits majeurs et mineurs ont connu depuis quelques décennies une urbanisation massive. Ainsi, dans le bassin de la Loire, qui représente un cinquième du territoire français, à Saint-Étienne, Orléans, Tours, Angers, ou Nantes même, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui seraient directement et gravement affectés par une crue de retour séculaire. En absence de toute réelle possibilité de désurbaniser ces espaces, la prévention du risque est largement inféodée à la sensibilisation des habitants concernés et leur acceptation d'évacuer leur domicile avant l'arrivée des hautes eaux. Dans ces campagnes d'information, établies dans le cadre des documents réglementaires (Plans Communaux de Sauvegarde, Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs ...), le caractère exemplaire du passé, la mobilisation de crues historiques jouent un rôle déterminant car ils ont valeur de preuve spatiale. Dès lors, ils suscitent l'élaboration de nouveaux outils de communication et de réflexion scientifique comme le webmapping, les Systèmes d'information géographiques géohistoriques et les simulations 3D. Ce recours aux catastrophes révolues, leur intégration dans les dispositifs de prévention sous forme de la notion de Plus Hautes Connues (PPRI, notamment) posent néanmoins de redoutables difficultés conceptuelles et techniques. L'évaluation contemporaine du risque est en effet généralement établie par simple transfert des hauteurs d'eau (le PPRI retenant la limite des Plus Hautes Eaux Connues pour son zonage) sans que la question de l'évolution des modes de valorisation de l'espace et celle de la vulnérabilité des milieux soient intégrées.

7 Concernant ces thématiques, le présent dossier fournit l'occasion d'aborder de manière transversale et pluridisciplinaire un ensemble assez vaste de questions et de territoires d'étude (la Loire, la Garonne, le Danube, Delta du Pô, *etc.*). Un premier groupe de contributions traitent, dans le cadre d'une réflexion plus large, des modalités de l'utilisation du concept de géohistoire. Par une analyse sémantique et conceptuelle, des concepts mobilisés, les deux premiers articles introduisent à leur manière ce dossier. La première contribution, signée par Magali Watteaux et Gérard Chouquer, s'intéresse à

l'inflation disciplinaire et conceptuelle dans les disciplines géohistoriques. L'inventaire précis des intitulés ou énoncés, auquel se sont soumis les auteurs, a permis de révéler des éléments d'explication historiographiques et épistémologiques de cette profusion, qui est tout autant à rattacher à un intérêt profond et ancien porté à ce champ d'étude, qu'à l'amorce de sa recomposition.

8 Le second article, écrit par Delphine Gramond, replace l'approche géohistorique des zones humides en contexte fluvial dans la recherche-action et interroge deux termes, aux usages souvent enchevêtrés, ceux d'« héritage » et de « patrimoine ». L'auteure conclue que le patrimoine naturel est amalgamé au concept de biodiversité et que sa gestion privilégie la conservation des espèces « remarquables », et rarement des processus dynamiques. Cela interroge lorsque l'on sait que les formes participent peu aux processus de maintien ou d'évolution des zones humides.

9 Un second ensemble de textes met en pratique les démarches géohistoriques et permettent de mieux comprendre les réalités et les évolutions historiques des territoires étudiés. Ainsi, les objectifs de conservation, de réhabilitation voire de renaturation des milieux fluviaux, guidés comme dit plus haut par le cadre réglementaire, encourage la connaissance historique de ces milieux et donc l'exploitation de documents d'archives dans le but de comprendre les dynamiques actuelles. Il est intéressant de noter que les auteurs saisissent différemment des informations historiques ou ne les exploitent pas pour les mêmes desseins.

10 Ainsi, Philippe Valette, Jean-Michel Carozza, Denis Salles, Mélodie David et Guillaume Simonet pour la Garonne toulousaine et Christèle Ballut et Yves Michelin pour le maar de Montchâtre (Chaine des Puys, France) interrogent la gestion actuelle des paysages tournée vers une conservation de la naturalité de ces sites en dépit de leurs transformations anthropiques successives. Leur analyse offre un éclairage intéressant et permet de questionner les notions de « naturel » ou de « sauvage », socle de nombreux de dispositifs de protection, de réglementation (ZNIEFF, ZICO, arrêtés de biotope, ...) et de label (patrimoine mondial de l'UNESCO, zone verte ...).

11 Quant aux auteurs suivants, ils exploitent des informations plus récentes dans le but d'évaluer et de mesurer l'efficacité des mesures de protection et des plans de gestion. Partant d'une forte démonstration méthodologique appliquée au périmètre Seaca – Suhaia – Zimnicea (plaine inondable du Danube), Gabriela Ioana-Toroimac et Liliana Zaharia montrent les conséquences des actions de protections sur ce secteur (lutte contre les inondations et l'érosion des berges ; plan de reforestation ; *etc.*), tout en prenant soin d'analyser les conflits d'intérêt en jeu et objectifs contradictoires de certains mesures. La gouvernance des contrats de rivière et l'étude des jeux d'acteurs, sont au cœur de l'article de Marina Bertoncin, Daria Quatrida et Andrea Pase. Les auteurs décryptent ainsi le contrat d'embouchure en cours d'élaboration dans le delta du Pô vénitien, qui permet de redéfinir la conception même de l'espace ainsi que les actions projetées. Ces nouvelles formes d'organisation du territoire doivent toutefois composer avec les différentes utilisations de l'eau et de la terre, qui sources de conflits, ont marqué l'histoire même récente du territoire du delta et qui ont développé une forte défiance envers tout nouveau projet.

12 Enfin, Annie Dumont, Marion Foucher, Ronan Steinmann, Catherine Lavier ont, *via* une démarche géoarchéologique et pluridisciplinaire, suivre les trajectoires de vie de plusieurs ouvrages hydrologiques dont les plus anciens reconnus à ce jour datent de l'époque romaine, et leur mise en regard avec la dynamique de la Loire et des

aménagements anthropiques. Leurs travaux ont également permis de mettre à jour des vestiges archéologiques non mentionnés dans les archives.

13 Le troisième ensemble de textes illustrent l'apport des archives à la recherche sur les risques d'inondation et démontrent la richesse potentielle de ces documents qui permettent de spatialiser les phénomènes de crue, d'estimer leur fréquence et de quantifier leur coût humain, et économique. Emmanuel Chiffre, Dennis Mathis et Anne Mathis retracent ainsi l'histoire récente du risque d'inondation à Nancy, qui en dépit de nombreux épisodes crues a négligé voire oublié sa vulnérabilité avant de la redécouvrir en 2012. Ce récit est également l'occasion pour les auteurs d'esquisser une analyse des opérations de rénovation et de réhabilitation réalisées dans l'agglomération nancéenne.

14 Elisabeth Chesneau, Adeline Clement et Eric Lieghio présentent une exploitation originale des documents d'archives en les exploitants *via* la cartographie interactive de type webmapping. Ainsi des documents d'archives (iconographies, photographies, articles de journaux, vidéos) faisant référence à des événements s'étendant de 1587 à nos jours ont été collectés, géoréférencés et implémentés à l'application afin de nourrir le DICRIM de la Ville de Saint-Etienne et d'informer les citoyens sur les risques.

15 Pour compléter le dossier, Virginie Serna, conservatrice en chef du patrimoine, livre un point de vue de mettant en perspective les Directives Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et Inondation (Di) sur le territoire national, dont les mises en œuvre ont pour conséquence la réévaluation, la reconstruction ou l'effacement d'un patrimoine lié à la maitrise de l'eau sous toutes ses formes.

BIBLIOGRAPHIE

Antoine J. M. et Desailly B. et Peltier A., 2009, « Sources historiques et problématiques de recherche en géographie des risques naturels », *Géocarrefour*, vol. 84/4 | 2009, p. 229-239.

Beck C. et Delort R. (dir.), 1993, *Pour une histoire de l'environnement*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 270 p.

Boulanger P., 2012, « La renaissance de la géographie historique en France depuis les années 1990 », *Revue de géographie historique* [Online], n° 1 I novembre 2012, dossier « Regards sur la géographie historique française », http://rgh.univ-lorraine.fr/articles/view/26/La_renaissance_de_la_geographie_historique_en_France_depuis_les_annees_1990.

Capdepuy V. et Djament-Tran G., 2012, « Qu'est-ce que la géohistoire ? », Carnet de géohistoire [Online], mise en ligne le 29/02/2012, URL : http://geohistoire.hypotheses.org/68.

Franchomme M., 2008, *Du cadastre napoléonien à la trame verte : le devenir des petites zones humides périurbaines en région Nord-Pas-de-Calais*. Lille, Université de Lille 1, thèse de géographie et aménagement, tome 1, 412 p. + tome 2, 32 p (atlas cartographique).

Chouquer G., 2008, *Traité d'archéogéographie – La crise des récits géohistoriques*, Éditions Errance, 199 p.

Chouquer G. et Watteaux M., 2013, *L'archéologie des disciplines géohistoriques*, Éditions Errance, coll. Hespérides, 350 p.

Grataloup C., 1996, Lieux d'histoire. Essai de géohistoire systématique, Montpellier/Paris, GIP/Reclus, 200 p.

Jacob-Rousseau N., 2009, « Géohistoire/géo-histoire : quelles méthodes pour quel récit ? », *Géocarrefour*, vol. 84/4 | 2009, 211-216.

NOTES

1. Le programme CEMORAL (Conscience, Évaluation et Mise en Œuvre des Outils de prévention du Risque d'inondation, Application au bassin de la Loire) s'inscrit dans l'appel à projets de recherche Plan Loire « Prise en compte des risques d'inondation dans le cadre du développement de la compétitivité et de l'attractivité du bassin de la Loire et de ses affluents » financé par l'Établissement public Loire (EPL) et l'Union européenne (FEDER).
2. Programme interdisciplinaire de recherche sur l'Environnement.
3. Programme national de recherche sur les zones humides.
4. Groupe d'histoire des zones humides.
5. Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire Environnementale.
6. European society for environnemental history.
7. « Géohistoire/Géo-histoire : quelles méthodes pour quel récit ? », *Géocarrefour*, Numéro 84/4 (2009).
8. « Des archives aux paysages : milieux, dynamiques, territoires », *Géocarrefour*, Numéro vol. 85/1 (2010).
9. Hérodote n° 74-75, *Géographie historique*. Paris, La Découverte, 1995. 300 p.
10. Les artéfacts archéologiques regroupent l'ensemble des vestiges mobiliers (objets, pièces archéologiques, outils, outillages, industries, témoins, assemblage, *etc.)*.

AUTEURS

MAGALIE FRANCHOMME

Magalie Franchomme est maître de conférences en géographie à l'Université Lille 1 depuis 2009 et est rattachée au laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société (TVES EA 4477). Ses domaines de recherche concernent la gestion des zones humides urbaines et périurbaines et plus récemment les questions relatives à la biodiversité par une double entrée : analyse des projets d'aménagement et représentation des habitants. magalie.franchomme@univ-lille1.fr

SYLVIE SERVAIN-COURANT

Sylvie Servain-Courant est maître de conférences en Géographie et directrice adjointe de l'École Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage de Blois, rattachée à l'UMR 7324 CITERES (CNRS, Université de Tours). Membre et co-coordinatrice de la Zone Atelier Loire (CNRS, INEE), elle axe

ses recherches sur l'analyse des dynamiques paysagères des hydrosystèmes et sur l'analyse de l'évolution des zones inondables et des processus générant les mutations. servain@ensnp.fr

BERTRAND SAJALOLI

Bertrand Sajaloli est maître de Conférences à l'Université d'Orléans et appartient au laboratoire CEDETE (EA 1210). Consacrant ses recherches aux relations homme nature, il travaille notamment sur les zones humides, sur la géohistoire des milieux naturels et sur les liens entre écologie, cultures, et aménagement des territoires. bertrand.sajaloli@univ-orleans.fr